



COMMISSION DE
L'OcéAN INDIEN

**Revue de presse
Du 05 au 11 novembre 2019**

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI

Sommaire

I. COI et ses projets

1.1	Entrepreneuriat féminin	3
	-Promotion de l'entrepreneuriat : Les femmes et les jeunes bénéficient d'une formation	
1.2	Energies renouvelables	4
	- Bioénergie : Succès du Projet GEMAHA présenté ce jeudi au Panorama	
1.3	Développement durable	6
	- Let's work together for the good of our islands	
1.4	Coopération régionale	9
	-La Région Réunion et l'association France Volontaires renforcent leur partenariat à destination des jeunes volontaires	

II. Centres d'intérêts

1.1	Pêche	11
	- Pêche à Mohéli : la pêche au poulpe interdit pendant trois mois	
1.2	Energies renouvelables	13
	- Energie : Une centrale solaire hybride lancée	
	- President Faure visits solar farm	

Promotion de l'entreprenariat : Les femmes et les jeunes bénéficient d'une formation

Entreprendre au Féminin de l'Océan Indien ou EFOI avec la Plateforme Nationale Femme, Développement Durable et Sécurité Alimentaire (PNFDDSA) organisent une formation au bénéfice des femmes et des jeunes entrepreneurs Malgaches à travers le projet PMATG-COI ou projet Multisectoriel d'Assistance Technique dans le domaine du Genre pour la Commission de l'Océan Indien financée par la BAD. La présentation du dit projet s'est tenue ce lundi 4 novembre à l'hôtel Le Louvre Antaninarenina. Trois régions sont bénéficiaires du projet PMATG-COI dont la région Atsimo Andrefana, Ihorombe et Haute Matsiatra, a affirmé la présidente nationale de l'EFOI Madagascar, Emilie Rakotondrainivonona. Ce projet durera pendant deux mois (1 octobre- 30 novembre). De nombreuses femmes paysannes œuvrent dans l'agriculture, l'élevage, la pêche, l'artisanat, c'est la raison de l'organisation de la formation pour pouvoir développer leur savoir-faire et contribuer au développement durable, selon les explications de la présidente nationale de l'EFOI Madagascar. Il y a trois composantes dans le projet PMATG-COI à savoir l'appui à l'entreprenariat des femmes et des jeunes, l'élimination des violences envers les femmes et les jeunes et le renforcement des capacités des femmes et des jeunes.

Article en Malgache

- <http://www.deliremadagascar.com/efoi-ho-ampiana-tosika-ireo-vehivavy-manana-tetikasa/>

05 novembre 2019

<http://www.midi-madagascar.mg/economie/2019/11/05/bioenergie-succes->

Bioénergie : Succès du Projet GEMAHA présenté ce jeudi au Panorama



Le Projet GEMAHA affiche de bons résultats.

Le Projet GEMAHA (Génération d'électricité rurale à partir du *Jatropha mahafalensis*) a fait ses preuves dans l'extrême Sud de Madagascar, avec le concours de la COI (Commission de l'Océan Indien). Selon ses promoteurs, le biocarburant a été mis au point avec l'expertise du CIRAD et expérimenté sur le groupe électrogène même de l'usine de PHILEOL Madagascar à Tsihombe. Selon les explications, l'étude sur la valorisation du tourteau a été assurée par l'ESSAgro. Le jeudi 7 novembre prochain, les initiateurs du projet tiendront un atelier final de restitution à l'Hôtel Panorama Andrainarivo, en présence des représentants du Ministère de l'Énergie, de l'Eau et des Hydrocarbures. A noter que la transition énergétique et la convergence vers les énergies renouvelables sont considérées comme une étape indispensable pour le développement soutenable de toute économie. Pour Madagascar, cette transition avance à grand pas, avec le développement de la bioénergie qui s'ajoute à la mise en œuvre de nombreux projets de production d'hydroélectricité et d'énergie solaire, actuellement mis en œuvre par l'Etat.

Antsa R.

Madagascar : Bioénergie - Succès du Projet GEMAHA présenté ce jeudi au Panorama

Par Antsa R.

Le Projet GEMAHA (Génération d'électricité rurale à partir du *Jatropha mahafalensis*) a fait ses preuves dans l'extrême Sud de Madagascar, avec le concours de la COI (Commission de l'Océan Indien). Selon ses promoteurs, le biocarburant a été mis au point avec l'expertise du CIRAD et expérimenté sur le groupe électrogène même de l'usine de PHILEOL Madagascar à Tsihombe.

Selon les explications, l'étude sur la valorisation du tourteau a été assurée par l'ESSAgro. Le jeudi 7 novembre prochain, les initiateurs du projet tiendront un atelier final de restitution à l'Hôtel Panorama Andrainarivo, en présence des représentants du Ministère de l'Energie, de l'Eau et des Hydrocarbures. A noter que la transition énergétique et la convergence vers les énergies renouvelables sont considérées comme une étape indispensable pour le développement soutenable de toute économie.

Pour Madagascar, cette transition avance à grand pas, avec le développement de la bioénergie qui s'ajoute à la mise en œuvre de nombreux projets de production d'hydroélectricité et d'énergie solaire, actuellement mis en œuvre par l'Etat.

Let's work together for the good of our islands



LAUNCH OF THE INDIAN OCEAN CIVIL SOCIETY PLATFORM

Regional integration is a strategic tool to stimulate growth and development. The state and the private sector recognise the multiple functions of this civil society platform and its members, carried out by civil society organisations in order to address the main challenges facing the region. These include challenges relating to growth and development, such as poverty and unemployment, environmental degradation and climate change, sustainable development, conflict and disaster management, the HIV pandemic, health, democracy and governance, as well as other issues emerging at all levels of civil society and government.

Research has shown that civil society organisations in the Indian Ocean Region work in isolation and waste precious resources because of their independent approach, duplication of projects, and a lack of mobilisation, networking and sharing of professional experience. The growing power of civil society actors in the field of development brings with its new challenges

and makes it essential to take a coordinated approach and build alliances in order to ensure sustainable and equitable development.

In order to promote the roles of key civil society actors in the regional integration, since 2014 the participation of platform for citizens of the Seychelles and the Mauritius Council of Social Service has been working on a vision to implement a mechanism for jointly setting up active civil society platforms in the countries of the Indian Ocean Region. The vision was to create a regional platform that will facilitate and promote networking, and strategic alliances for cooperation and participation among non-governmental actors in order to exchange information and organise their participation in defining the process of regional integration.

After 5 years of tireless work and consolidation of the partnership and agreement between the different civil society platforms, the countries involved came together for a week to finalise all the obligations and legal agreements. On 22 August 2019, at the Hotel Voila Bagatelle, they officially launched the INDIAN OCEAN CIVIL SOCIETY PLATFORM. The Indian Ocean Commission, represented by Ms Gina Bonne, had the honour of officially launching the platform.

The objective of the Indian Ocean Civil Society Platform is to facilitate the commitment of long-term, significant, efficient and hard-hitting CSOs in the Indian Ocean Region. It will also create a foundation upon which civil society organisations can build networks, develop strategic alliances and formulate methods of collaboration and participation. It will be the body tasked with facilitating joint programmes and coordination in order to achieve results and bring about the impact needed in the Indian Ocean Region.

The recently elected committee undertook its first activity, which was to hold a meeting with sponsors and partners such as the United Nations Development Programme (UNDP), the European Union (EU), the Indian Ocean Commission, the French Embassy and the French Development Alliance in order to present the platform and its plan of action.

The executive committee of the Indian Ocean Civil Society Platform comprises:

1. Mauritius Council Of Social Services – Chairperson
2. Association Laïque pour l’Emploi, la Formation, la Prévention et l’Autonomie (Secular Association for Employment, Training, Prevention and Autonomy) (ALEFPA) – Vice Chairperson
3. Citizens Engagement Platform Seychelles (CEPS) – Secretary
4. Rodrigues Council of Social Service (RCSS) – Treasurer
5. La Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (National Platform of Civil Society Organisations of Madagascar (PFNOSCM)) – Ordinary Member

08 novembre 2019

<https://www.zinfos974.com/%E2%96%B6%EF%B8%8F-La-Region-Reunion-et->

La Région Réunion et l'association France Volontaires renforcent leur partenariat à destination des jeunes volontaires



Le partenariat entre la Région Réunion et l'association France Volontaires renouvelé pour deux années supplémentaire. Un accord cadre de partenariat a été signé ce vendredi entre les deux parties, représentées par Yolaine Costes (vice-présidente de la Région) et Jacques Godfrain (président de l'association France Volontaires), pour deux années supplémentaires (2019-2021). Un accord qui prévoit d'améliorer l'employabilité des jeunes Réunionnais à travers une expérience de mobilité internationale, de dynamiser la coopération régionale mais aussi de renforcer les compétences des structures partenaires de la zone à travers l'implication de volontaires qualifiés.

Depuis le début du partenariat entre la collectivité régionale et l'association France Volontaires (ex-Association française des volontaires du progrès - AFVP), plus de 200 jeunes réunionnais ont ainsi pu se frotter à une expérience de mobilité via le volontariat. L'an dernier, ils étaient une cinquantaine de volontaires solidaires à l'international (VSI) à avoir tenté l'aventure dans les pays du bassin indioocéanique (dont 17 à Madagascar, 7 à Maurice, 6 aux Comores ou encore 5 aux Seychelles).

"Cette expérience est un véritable tremplin qui permet de développer son sens des responsabilités", insiste Yolaine Costes. Le volontariat est un levier très intéressant pour permettre aux jeunes diplômés d'avoir de l'expérience: cela est bénéfique pour tout le monde, aussi bien pour les

jeunes que les territoires partenaires", ajoute la vice-présidente de la Région.

Pour le président de France Volontaires, Jacques Godfrain, le volontariat est un dispositif complètement dans l'air du temps. *"Nous sommes vraiment dans le ton actuel du début de ce siècle, avec une information qui circule à une vitesse phénoménale. Comment freiner les jeunes dans leur envie d'ailleurs, une envie qui n'a jamais été aussi forte ? Nous devons au contraire faciliter leur démarche",* martèle M.Godfrain.

Pour ce dernier, il est important de laisser les jeunes volontaires partir à l'étranger pour qu'à leur retour, *"ils aient ce petit plus que les autres n'ont pas"*. Autre point important pour Jacques Godfrain: les échanges humains. *"Pourquoi nos jeunes volontaires seraient-ils les seuls à avoir accès à la mobilité et pas les jeunes des pays qu'ils visitent ? C'est bien de bâtir un monde plus dynamique mais au milieu des chiffres, il ne faut jamais oublier l'homme tel qu'il se voit et tel qu'il a envie de dialoguer avec les autres. Quand vous rencontrez des cultures cela débouche vers un autre monde: vous êtes imbibé de cette philosophie",* ajoute-t-il.



Deux volontaires, Martine Hippolyte et Nadège Lagardère, ont accepté de nous en dire plus sur leur parcours dans le domaine du volontariat. Martine est depuis trois ans assistante technique au projet régional de gestion des déchets et à l'économie circulaire à la Commission de l'océan Indien (COI) à l'île Maurice et Nadège est responsable depuis six ans de l'antenne décentralisée de la Région Réunion aux Comores.

05 novembre 2019

<http://lagazettedescomores.com/soci%C3%A9t%C3%A9/p%C3%A7he->

Pêche à Mohéli La pêche au poulpe interdit pendant trois mois

🕒 05/11/2019



Nassuf Ben Amad



Pour mieux préserver les ressources marines et améliorer les conditions de vie des pêcheurs, le projet SWIOFISH avec l'appui de la Banque Mondiale a signé un accord avec le parc marin de Mohéli ainsi que les pêcheurs afin de mettre un terme à la pêche au poulpe pendant trois mois. La cérémonie a vu la participation des responsables de l'économie locale, le coordinateur insulaire du projet SWIOFISH et les pêcheurs de ces localités.

Suite à un constat fait de la disparition des espèces marines notamment les poulpes, le parc marin de Mohéli a décidé de mettre fin à la pêche au poulpe. Une initiative que les pêcheurs de ces deux villages tiennent à respecter tout en promettant qu'aucune personne ne contreviendra à cette mesure. Désormais les périodes de reproduction seront respectées pour ne pas épuiser les ressources marines, précisément les poulpes. Et la campagne de pêche dans cette région du parc marin de Mohéli reprendra le 28 février 2020. « Nous avons constaté que les poulpes sont en voie de disparition surtout dans ce côté sud de Mohéli. A cet effet, il est préférable de stopper pendant 3 mois la pêche au poulpe, pour que ces espèces marines puissent se reproduire. Cela aidera également l'augmentation des poulpes dans nos mers, avance Daniel Laylina, le directeur du parc marin de Mohéli. Vous les villageois de Ndrondroni et Miremani, vous les responsables de ce site, il ne faut jamais laisser personne venir pêcher le poulpe avant les 3 mois. Il faut laisser ces espèces se reproduire ».

Ces dernières années, les richesses marines au niveau de l'archipel ont diminué. C'est pourquoi les responsables étatiques cherchent des solutions afin de préserver ces ressources naturelles. « Cette initiative demande la contribution de tout le monde. C'est la raison pour laquelle, nous sommes ici pour l'arrêt temporaire de la pêche au poulpe. Il est impératif de respecter cet accord, de ne plus pêcher le poulpe avant le 28 février », lance Saïd Abdoumbak Attoumane coordinateur insulaire du projet SWIOFISH, avant d'ajouter que « Chaque personne doit être responsable. Nous allons envoyer des matériels de sécurisation pour mieux protéger ce parc et pour sa réhabilitation ».

Au niveau des villageois, ils saluent une telle initiative et s'engagent à respecter la consigne. « Nous mettons un terme à la pêche au poulpe pendant 3 mois. Nous prendrons nos responsabilités et nous serons tous des agents de sécurité pour notre parc marin, car c'est pour le bien de nous tous ainsi que de nos enfants », conclut Mariama Soule représentante des deux villages.

Nassuf Ben Amad

11 novembre 2019

<http://www.midi-madagasikara.mg/economie/2019/11/11/energie-une->

Energie : Une centrale solaire hybride lancée



Le président Andry Rajoelina a lancé le projet de construction d'une centrale solaire hybride à Morondava.

Le ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures a lancé un défi de doubler la production en électricité dans tout Madagascar

La ville de Morondava a été victime de délestage depuis le début de l'année. Les besoins en énergie de la population locale s'élève à 2,3 Mégawatts. Pour remédier à cette situation, un projet de construction d'une centrale solaire hybride a été lancé par le Président Andry Rajoelina, lors de sa visite dans la région du Menabe ce week-end dernier. Il s'agit notamment de l'installation d'un nouveau groupe électrogène fournissant une puissance de 3 Mégawatts ainsi que des panneaux solaires pouvant produire jusqu'à 3,7 Mégawatts. Ce qui permettra de bien satisfaire les besoins en énergie de la ville de Morondava et de ses environs.

Contrat de fourniture d'énergie. Notons que ce nouveau groupe électrogène installé fonctionne avec le Fuel Lourde. « *C'est déjà opérationnel. Et la ville ne se retrouve plus dans le noir* », d'après les explications du directeur général de l'Energie, Andry Ramaroson. Quant à la centrale solaire, les travaux d'installation seront prévus achevés d'ici huit mois. « *C'est l'entreprise GES qui va réaliser tous ces investissements. Elle a*

conclu un contrat de fourniture d'énergie à la JIRAMA. Le coût d'achat est prévu à moins de 20 cents par Kilowattheure si auparavant les autres fournisseurs proposaient un coût d'achat entre 30 à 40 cents par kilowattheure », a-t-il enchaîné.

Groupes remplacés. Il faut savoir que le ministère de l'Eau, de l'Energie et des Hydrocarbures a lancé un défi de doubler la production en électricité dans tout Madagascar. Pour ce faire, tous les groupes électrogènes installés au niveau des centrales thermiques de la JIRAMA dans les régions, seront ainsi remplacés. En effet, il a été soulevé que ces groupes électrogènes surconsomment du carburants faute d'entretien et de maintenance périodique.

Navalona R.

09 novembre 2019

<http://www.nation.sc/articles/2306/president-faure-visits-solar-farm>

President Faure visits solar farm



Project on track for commissioning in January 2020

President Danny Faure yesterday visited the Public Utilities Corporation (PUC) wind turbine and solar panels project located on Ile Romainville, where he discussed with PUC officials the progress made thus far, the benefits it will afford the country, and the remaining phases of work before the plant is commissioned to the PUC grid, as from January 2020.

Accompanied by PUC chief executive Philippe Morin, deputy chief executive Joel Valmont, member of the board and chief executive of the Seychelles Energy Commission (SEC) Tony Imaduwa, President Faure was guided through the solar farm project consisting of the 5MW solar farm and the democratisation of 1 MW photo-voltaic (DPV) project, both of which are expected to contribute significantly to the country's goal towards meeting 5% and 15% of the country's total energy demand through renewable energy by 2020 and 2030 respectively.

The 5MWp solar farm, built on the southern half of the artificial island, a stone's throw away from St Anne Jetty, is being funded through a concessional loan amounting to approximately US \$8.5 million, payable at a 2 percent interest rate, from the International Renewable Energy Agency

(Irena) – Abu Dhabi Fund for Development (ADFD), with the remaining US \$1.7 million from PUC's own equity, bringing the project total to USD 10.2 million.

During President Faure's visit, Mr Morin outlined to him the project noting that some installation works of the forecasted 14,850 solar panels have been delayed due to persistent heavy rainfall, but that it is nonetheless on track to be commissioned by January 2020, a 6-month delay from when it was initially scheduled to be completed. The project was initiated in November 2018.

"We explained the challenges such as the delays caused by persistent rainfall. Despite the delays, we have made satisfactory progress and we hope that by January of next year, we can have everything installed and the system can be put on the line, to start producing electricity. It is quite a complex job and quite a lot has to be done, here on Romainville and also on Mahé," Mr Morin explained.

Further to installing solar panels, PUC is investing in a 3.4MWh battery which will be located at Roche Caïman to stabilise the electricity grid and compensate for the fluctuations in the energy output from renewable energy sources and a second subsea cable between the man-made island and Mahé, to ease the transfer of energy to its electricity plant. The first cable serves to transfer energy generated by the 6MWp wind farm, also housed on the island.

The photovoltaic (PV) project will double the amount of renewable energy produced as well as considerably reduce the emission of greenhouse gases related to fossil fuel consumption, and curtail the annual fuel consumption. It will have the capacity to produce 7GWh yearly, which translates into 1.5 percent of the country's annual energy demand, and the electricity needs of approximately 2,000 homes. This will also benefit consumers in terms of price stability, noted Mr Morin.

As he toured the facilities and interacted with the contractors, Complete Energy Solution (Ces), and consultants behind the project, President Faure commended them for their hard work despite the challenges they face.

Concurrent to the 5MWp solar farm project on Ile de Romainville, is the Democratisation of PV project which aims at helping welfare beneficiaries and government agencies with solar PV technology. Under the project, 84 households will have the capacity to produce 3 kilowatt peak (3kWp) through rooftop PV installations, equating 300 units of electricity monthly, the units consumed by a typical household in Seychelles. Forty-two panels will also be installed at the Barbarons emergency housing estate. In view of unstable rooftops, some households will benefit from a collective 1MW solar farm which is soon-to-be completed on Ile de Romainville. Eleven

government institutions will also benefit from 30kWp, 90kWp and 180 kWp units including the coastguard base, Victoria Gymnasium, National Assembly and seven hospitals. The contract was awarded to SEFTECH (India).

This project is also in line with the government's vision for the energy sector as per the energy policy drafted in 2010. It is estimated at the total cost of US \$3.6m for an aggregate capacity of 1.9MW and it is being entirely financed by a grant from the government of India.

Wind is considered more efficient than solar as wind turbines can generate energy around the clock but solar energy is the way forward for Seychelles said Mr Morin, noting that wind turbines are not as effective in Seychelles as they cannot be strategically placed on top of mountains where more wind energy can be generated due to logistical constraints and heavy financial burden of transportation.

The accompanying photos by our photographer **Jude Morel** show some highlights of the presidential visit on Ile de Romainville yesterday.

Laura Pillay